

Document de réflexion de Mgr de Galarreta suite à la réunion d'Albano d'octobre 2011

Publié le 1 octobre 2011
Mgr Alfonso de Galarreta
31 minutes

Le texte romain

Pour me limiter à la « *Note préliminaire* » et au « *Préambule doctrinal* », je dois dire d'emblée qu'ils sont confus, équivoques, faux et mauvais pour l'essentiel. Même l'apparente ouverture à une critique du Concile est sibylline et rusée, un piège bien dressé (« *légitime [?] discussion... d'expressions ou de formulations...* » selon les « critères d'interprétation de la doctrine catholique nécessaire... », c'est-à-dire, selon « *Préambule* » Il et III, 2, surtout *in fine*). **Ce document est substantiellement inacceptable.** Il est pire que le **Protocole de 1988**, en particulier par rapport au Concile et au magistère postconciliaire.

Monseigneur Lefebvre :

« Nos vrais fidèles, ceux qui ont compris le problème et qui nous ont justement aidés à poursuivre la ligne droite et ferme de la Tradition et de la foi, craignaient les démarches que j'ai faites à Rome. Ils m'ont dit que c'était dangereux et que je perdais mon temps. Oui, bien sûr, j'ai espéré jusqu'à la dernière minute qu'à Rome on témoignerait d'un petit peu de loyauté. On ne peut pas me reprocher de ne pas avoir fait le maximum. Aussi maintenant, à ceux qui viennent me dire : il faut vous entendre avec Rome, je crois pouvoir dire que je suis allé plus loin même que je n'aurais dû aller » (Fideliter n°79, p. 11).

« **Fideliter** : Que pensez-vous de l'instruction du cardinal Ratzinger instituant le serment de fidélité et que comporte une profession de foi ?

Monseigneur Lefebvre :

Il y a d'abord le Credo, qui ne pose pas de problème. Il est resté intact. Le premier et le deuxième alinéas ne posent plus de difficultés. Ce sont des choses courantes au point de vue théologique.

Mais le troisième est très mauvais. C'est pratiquement s'aligner sur ce que les évêques du monde entier pensent aujourd'hui. Dans le préambule il est d'ailleurs clairement indiqué que cet alinéa a été ajouté en raison de l'esprit du Concile. Il se réfère au Concile et au soi-disant magistère d'aujourd'hui qui est celui des conciliaires. Il aurait fallu ajouter : en tant que ce magistère est en pleine conformité avec la Tradition. Telle qu'elle est cette formule est dangereuse. Cela démontre bien l'esprit de ces gens avec lesquels il est impossible de s'entendre. C'est absolument ridicule et faux – comme certains l'ont fait – de présenter ce serment de fidélité comme une résurgence du serment antimoderniste supprimé depuis le Concile. Tout le venin est dans le troisième alinéa qui semble fait exprès pour obliger ceux qui sont ralliés à signer cette profession de foi et d'affirmer leur plein accord avec les évêques.

C'est comme si au temps de l'arianisme on avait dit, maintenant vous êtes en accord avec tout ce que pensent les évêques ariens.

Non je n'exagère pas, c'est clairement exprimé dans l'introduction. C'est de la fourberie. On peut se demander si l'on n'a pas voulu à Rome, corriger ainsi le texte du protocole. Bien qu'il ne nous satisfasse pas, il paraît encore trop en notre faveur en l'article 3 de la déclaration doc-

trinale, car il n'exprime pas assez la nécessité de nous soumettre au Concile.

Alors je pense qu'ils se rattrapent maintenant. Ils vont sans doute faire signer ces textes aux séminaristes de la Fraternité Saint-Pierre avant leur ordination et aux prêtres de cette Fraternité, qui vont alors se trouver dans l'obligation de faire un acte officiel de ralliement à l'Église conciliaire. A la différence du protocole, par ces nouveaux textes on se soumet au Concile et à tous les évêques conciliaires. C'est leur esprit et on ne les changera pas » (Fideliter, n° 70, p. 16).

« Fideliter : Pensez-vous que la situations : soit encore dégradée depuis que vous aviez – avant les sacres – engagé des conversations qui avaient abouti à la rédaction du protocole du 5 mai 1988 ?
Monseigneur Lefebvre :

Oh oui ! Par exemple -la profession de foi qui est maintenant réclamée parle Cardinal Ratzinger depuis le début de l'année 1989. C'est un fait très grave. Car il demande à tous ceux qui se sont ralliés ou qui pourraient le faire de faire une profession de foi dans les documents du Concile et dans les réformes post-conciliaires. Pour nous c'est impossible » (Fideliter n°79, p. 4).

Principe de jugement

De fait il correspond parfaitement à la pensée et à la position que la Commission Romaine a manifesté tout le long des discussions doctrinales. Il est essentiel pour la question actuelle d'avoir présent à l'esprit le constat indubitable que nous venons de faire à cette occasion : ils ne sont pas 'prêts à renoncer au Concile Vatican II, ni aux doctrines libérales de celui-ci, et leur intention, leur volonté manifeste, est de nous y ramener. Tout au plus, Rome accepterait « un rééquilibrage et une meilleure formulation, toujours dans le cadre de l'herméneutique du renouveau dans la continuité ». Et là on peut discuter et nous sommes même utiles... pour cautionner le renouveau de la reforme avec la continuité.

Impossible accord

Le document proposé ne fait que nous confirmer qu'il est illusoire et irréaliste de croire que nous pourrions arriver à un accord pratique bon, convenable et garanti, et même tout simplement acceptable pour les deux parties. Étant données les circonstances, il est certain qu'à la fin, après de longs parlements, nous n'arriverions à absolument rien. Alors, à quoi bon nous y engager ?

Raisons d'un refus

Suite à la proposition romaine, la vraie question, cruciale, est la suivante : devons-nous, pouvons-nous ; nous engager dans la voie d'un « possible » accord pratique ? Est-il prudent et convenable de maintenir des contacts avec Rome en vue d'un tel accord ?

Pour moi la réponse est claire : nous devons refuser cette voie parce que nous ne pouvons pas faire un mal pour qu'un bien arrive (bien d'ailleurs incertain) et parce que cela va nécessairement engendrer des maux (très certains) pour le bien commun que nous possédons, pour la Fraternité et pour la famille de la Tradition.

Voici en résumé quelques unes des raisons de mon point de vue :

Obéir à qui, à quoi ? I. Comment nous soumettre

et obéir à des autorités qui continueront à penser, à prêcher, et à gouverner en modernistes ? Nous avons des fins et des buts contraires, des moyens différents même, comment travailler sous leurs ordres ?

Le problème n'est pas d'intentions subjectives, mais objectives, manifestes, du constat que nous venons de faire sur leur volonté : acceptation du Concile Vatican II et ses principes libéraux. Pour l'essentiel rien n'est changé, il n'y a pas de « retour ».

Monseigneur Lefebvre :

« Ce sont des choses qui sont faciles à dire. Se mettre à l'intérieur de l'Eglise, qu'est-ce que cela veut dire ? Et d'abord de quelle Eglise parle-t-on ? Si c'est de l'Eglise conciliaire, il faudrait que nous' qui avons lutté contre elle pendant vingt ans parce que nous voulons l'Eglise catholique, nous dans cette Eglise conciliaire pour soi-disant la rendre catholique. C'est une illusion totale. 'Ce ne sont pas les sujets qui font les supérieurs, mais les supérieurs qui font les sujets » (Fideliter n°70, p. 6)

Monseigneur Lefebvre :

« je ne pense pas que ce soit un véritable retour. C'est comme dans un combat, quand on a l'impression que les troupes vont un peu trop loin, on les retient, on freine un tout petit peu l'élan de Vatican II, parce que. les tenants du Concile vont trop loin. D'ailleurs ces théologiens ont bien tort de s'émouvoir. Ces évêques sont tout acquis au Concile réformes post-conciliaires, à l'œcuménisme et au charismatisme. Apparemment ils font quelque chose d'un peu plus modéré, un peu de sentiment religieux traditionnel, mais ce n'est pas profond. Les grands principes fondamentaux du Concile, les erreurs du Concile, ils les accueillent, ils les mettent en pratique. Cela ne fait pas. Au contraire, je dirais même que ce sont ceux-là qui sont les plus durs avec nous. Ce sont eux qui-exigeraient le plus que nous nous soumettions aux principes du Concile » (Fideliter n°70, p. 12).

Monseigneur Lefebvre :

« C'était parfaitement clair et cela illustre bien leur état d'esprit. Il n'est pas question pour eux d'abandonner la nouvelle messe. Au contraire et cela est évident. C'est pourquoi ce qui peut apparaître comme une concession n'est en réalité qu'une manœuvre pour parvenir à détacher de nous le plus possible de fidèles. C'est dans cette perspective qu'ils semblent donner toujours un peu plus et aller très loin. Il nous faut absolument convaincre les fidèles qu'il s'agit bien d'une manœuvre, que c'est un danger de se mettre entre les mains des évêques conciliaires et de la Rome moderniste. C'est le plus grand danger qui les menace. Si nous avons lutté pendant vingt ans pour éviter les erreurs conciliaires, ce n'est pas pour nous mettre maintenant dans les mains de ceux qui les professent » (Fideliter n°70, pp. 13-14).

Atteinte à la confession de la foi – II. Comment alors ne pas aller contre la confession et la

défense publiques de la foi, contre la nécessairement publique protection des fidèles et de l'Eglise ?

À cet égard, si nous faisons un accord purement pratique nous sommes, dans les circonstances actuelles, déjà dans la duplicité et dans l'ambiguïté. Le fait même est un témoignage et un message publics : nous rentrerions en pleine communion » avec des autorités qui demeurent modernistes. Nous ne pouvons pas faire non plus abstraction du contexte, c'est-à-dire, des événements et des enseignements constants dans la vie de l'Eglise 'actuelle : visites réitérées aux temples protestants et synagogues, béatification (bientôt canonisation de Jean Paul II, Assise III, prédication à temps et contretemps de la liberté religieuse, et un long *et coetera*.

Par ailleurs si nous faisons un accord nous perdrons la liberté de parole, nous devons mettre en sourdine nos critiques publiques des faits, des autorités et même de certains textes du Concile et du magistère postconciliaire.

Pour comprendre et illustrer les points I et II, il suffit de regarder ce qui est arrivé avec tous les ralliés, depuis la Fraternité St. Pierre jusqu'à l'IBP : ils sont inéluctablement devant l'alternative de céder ou trahir leurs engagements... et c'est le premier qui arrive.

« **Fideliter** : Quand on voit que Dom Gérard et la Fraternité Saint-Pierre ont obtenu de conserver la liturgie et le catéchisme, sans - disent-ils - n'avoir rien concédé, certains qui sont troublés de se trouver en situation difficile avec Rome, peuvent être tentés. à la longue de se rallier à leur tour par lassitude. « Ils arrivent bien, disent-ils, à s'entendre avec Rome sans n'avoir rien lâché ».

Monseigneur Lefebvre :

Quand ils disent qu'ils n'ont rien lâché, c'est faux. Ils ont lâché la possibilité de contrer Rome. Ils ne peuvent plus rien dire. Ils doivent se taire étant données les faveurs qui leur ont été accordées. Il leur est maintenant impossible de dénoncer les erreurs de l'Eglise conciliaire. Tout doucement ils adhèrent, ne serait-ce que par la profession de foi qui est demandée par le cardinal Ratzinger. je crois que Dom Gérard est en passe de faire paraître un petit livre rédigé par l'un de ses moines, sur la liberté religieuse et qui va essayer de la justifier » (Fideliter n°79, pp 4-5).

Fideliter : Depuis les sacres il n'y a plus de contacts avec Rome cependant comme vous l'avez raconté, le cardinal Oddi vous a téléphoné en vous disant : « Il faut que les choses s'arrangent. Demandez un petit pardon au Pape et il est prêt à vous accueillir ». Alors pourquoi ne pas tenter cette ultime démarche et pourquoi vous paraît-elle impossible ? »

Monseigneur Lefebvre :

C'est absolument impossible dans le climat actuel de Rome qui devient de plus en plus mauvais. Il ne faut pas se faire d'illusions. Les principes qui dirigent maintenant l'Eglise conciliaire sont de plus en plus ouvertement contraires à la doctrine catholique.

Devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le cardinal Casaroli a récemment déclaré : « Je désire m'attarder quelque peu sur un aspect spécifique de la liberté fondamentale de pensée et d'agir selon sa conscience, donc la liberté de religion. L'Eglise catholique et son Pasteur suprême, qui a fait des droits de l'homme l'un des grands thèmes de sa prédication, n'ont pas manqué de rappeler que, dans un monde fait par l'homme et pour l'homme, toute l'organisation de la société n'a de sens que dans la mesure où elle fait de la dimension humaine une préoccupation centrale ». Entendre cela dans la bouche d'un cardinal ! De Dieu il n'en parle pas ?

De son côté le cardinal Ratzinger, en présentant un document fleuve sur les relations entre le Magistère et les théologiens, dit-il « pour la première fois avec clarté » que « des décisions du

Magistère ne peuvent être le dernier mot sur la matière en tant que telle » mais « une espèce de disposition provisoire... Le noyau reste stable mais les aspects particuliers sur lesquels ont une influence les circonstances du temps peuvent avoir besoin de rectifications ultérieures. A cet égard on peut signaler les déclarations des papes du siècle dernier. Les décisions antimodernistes ont rendu un grand service... mais elles sont maintenant dépassées ». Et voilà, la page du modernisme est tournée ! Ces réflexions sont absolument insensées.

Enfin le Pape est plus œcuméniste que jamais. Toutes les idées fausses du Concile continuent de se développer, d'être réaffirmées avec toujours davantage de clarté. Ils se cachent de moins en moins. Il est donc absolument inconcevable que l'on puisse accepter de collaborer avec une hiérarchie semblable » (Fideliter n°79, pp. 34).

« Fideliter : Vous avez dit en désignant Dom Gérard et les autres : « Ils nous trahissent. Ils donnent maintenant la main à ceux qui démolissent l'Eglise, aux libéraux, aux modernistes ». N'est-ce pas un peu sévère ?

Monseigneur Lefebvre :

Mais non. Ils ont fait appel à moi pendant quinze ans. Ce n'est pas moi qui suis allé les chercher. Ce sont eux4mêmes qui sont venus vers moi pour me demander des appuis, de faire des ordinations, l'amitié de nos prêtres en même temps que l'ouverture de tous nos prieurés pour les aider financièrement. Ils se sont tous servis de nous tant qu'ils ont pu. On l'a fait de bon cœur et même généreusement. J'ai été heureux de faire ces ordinations, d'ouvrir nos maisons pour qu'ils puissent profiter de la 'générosité de nos' bienfaiteurs... Et puis, tout à coup, on me téléphone : on n'a plus besoin de vous, c'est terminé. Nous irons chez l'archevêque d'Avignon. On est maintenant d'accord avec Rome. Nous avons signé un protocole.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous avons eu des difficultés avec Rome.. Ce n'est pas par plaisir que nous avons dû nous battre. Nous l'avons fait pour des principes, pour garder la foi catholique. Et ils étaient d'accord avec nous. Ils collaboraient avec nous. Et puis tout à coup oh abandonne le vrai combat pour s'allier aux démolisseurs sous prétexte qu'on leur accorde quelques privilèges. C'est inadmissible.

Ils ont pratiquement abandonné le combat de la foi. Ils ne peuvent plus attaquer Rome.

C'est ce qu'a fait aussi le Père de Blignières. Il a changé complètement. Lui qui avait écrit tout un volume pour condamner la liberté religieuse, il écrit maintenant en faveur de la liberté religieuse. Ce n'est pas sérieux. On ne peut plus compter sur des hommes comme ceux-là, qui n'ont rien compris à la question doctrinale.

J'estime en tout cas qu'ils commettent une grave erreur. Ils ont péché gravement en agissant comme ils l'ont fait, sciemment avec une désinvolture invraisemblable » (Fideliter n°79, p.6)

La question doctrinale, problème essentiel – III. Il faut regarder le cadre dans lequel ils entendent nous incorporer.

Un accord est, qu'on le veuille ou non, nous intégrer dans leur système, dans une pensée et une réalité données qui ne dépendent pas de nous mais qui dépendent de leur pensée, leur théologie et leur action. Et c'est comme cela qu'ils vont le présenter (cf. Campos, texte signé par Mgr. Licinio).

Or, nous venons de constater dans les discussions doctrinales quelle est leur conception : du pur modernisme révisé et corrigé.

En particulier il y en aura sous-entendus trois principes que nous accepterions implicitement :

1.- Relativisme de la vérité, même dogmatique, nécessité du pluralisme dans l'Eglise. Pour eux nous avons l'expérience et le charisme de la Tradition, bons et utiles à l'Eglise, mais seulement vérité partielle.

Leur système moderniste et dialectique (qui réclame les contraires) leur permet de nous intégrer au nom de « **l'unité dans la diversité** », comme un élément positif et même nécessaire, pourvu que nous soyons dans la pleine communion (soumission à l'autorité et respect des autres personnes et réalités ecclésiales) et que nous restions ouverts au dialogue, toujours à la recherche de la vérité. La preuve de ceci en est à nous accepter après le constat, de part et d'autre, d'une opposition doctrinale de foi foncière et essentielle.

Comment accepter implicitement un tel principe, par une intégration explicite dans leur système et par l'interprétation officielle qu'ils en donneront, alors qu'il est le fondement même du modernisme et qu'il est destructeur de toute vérité naturelle et surnaturelle ?

C'est accepter le relativisme de la Tradition, de la seule vraie foi.

2.- On peut interpréter tout Vatican II en accord avec la Tradition. Nous pourrions aider à trouver, au besoin, la « bonne » interprétation. C'est « l'herméneutique de la continuité ». « L'herméneutique de la rupture » (alors que c'est la vraie) doit être rejetée, parce que ni Vatican II ni le magistère postconciliaire majeur ont pu se tromper. Après les discussions et le document proposé, il n'est que trop clair, qu'ils ne nous accepteraient que dans le cadre de la première et le rejet de la seconde.

C'est avaliser Vatican II.

Monseigneur Lefebvre :

« Les réponses à nos objections qui nous ont été envoyées de Rome par des intermédiaires, tendaient toutes à démontrer qu'il n'y avait pas de changement, mais continuation de la Tradition. Ce sont des affirmations qui sont pires que celles de la Déclaration conciliaire sur la liberté religieuse. C'est le vrai mensonge officiel. Tant qu'à Rome on restera attaché aux idées Conciliaires : liberté religieuse, œcuménisme, collégialité... on fera fausse route. C'est grave parce que cela va jusque dans des réalisations pratiques. C'est cela qui justifie la visite du Pape à Cuba. Le Pape visite ou reçoit les chefs communistes tortionnaires ou assassins qui ont du sang de chrétiens sur les mains, comme s'ils étaient aussi dignes que des honnêtes gens » (Fideliter n°70, p. 8).

3.- La vérité de foi évolue, les dogmes aussi, les formules dogmatiques et les définitions de la foi sont seulement des approches substantiels aux mystères de la foi. Le noyau demeure, tout le reste évolue au gré des temps, des cultures, des circonstances historiques, de l'expérience et du vécu du « Peuple de Dieu ».

En Conséquence la Tradition est vivante, la Tradition c'est Vatican II, les condamnations du libéralisme et du modernisme sont dépassées.

Monseigneur Lefebvre :

« C'est pourquoi ils ont voulu que Vatican II soit un Concile pastoral et non un Concile dogmatique, parce qu'ils ne croient pas à l'infailibilité. Ils ne veulent pas de vérité définitive. La Vérité doit vivre et doit évoluer. Elle peut changer éventuellement avec le temps, avec l'histoire, la science, etc... L'infailibilité, elle, fixe à jamais une formule et une vérité qui ne changent plus. Cela ils ne peuvent pas y croire. C'est nous qui sommes avec l'infailibilité, ce n'est pas l'Eglise conciliaire. Elle est contre l'infailibilité, c'est absolument certain.

Le cardinal Ratzinger est contre l'infailibilité, le Pape est contre l'infailibilité de par sa formation philosophique. Que l'on nous comprenne bien, nous ne sommes pas contre le Pape en tant qu'il représente toutes les valeurs du siège apostolique, qui sont immuables, du siège de Pierre, mais contre le Pape qui est un moderniste qui ne croit pas à son infailibilité, qu'il fait de l'œcuménisme. Evidemment nous sommes contre l'Eglise conciliaire qui est pratiquement schismatique, même s'ils ne l'acceptent pas. Dans la pratique c'est une Eglise virtuellement excommuniée, parce que c'est une Eglise moderniste. Ce sont eux nous excommunient, alors que nous voulons rester catholiques. Nous voulons rester avec le Pape catholique et avec l'Eglise catholique. Voilà la différence » (Fideliter n°70, p. 8).

Monseigneur Lefebvre :

« Mais précisément, nous ne sommes pas dans la même vérité. Pour eux la vérité est évolutive, la vérité change avec le temps, et la Tradition : c'est Vatican II aujourd'hui. Pour nous la Tradition c'est ce que l'Eglise a enseigné depuis les apôtres jusqu'à nos jours. Pour eux, non, la Tradition c'est Vatican II qui résume en lui-même tout ce qui a été dit précédemment. Les circonstances historiques sont telles que maintenant il faut croire ce que Vatican II a fait. Ce qui s'est passé avant, ça n'existe plus. Cela appartient au temps passé. C'est pourquoi le Cardinal n'hésite pas à dire « Le Concile Vatican II est un anti-Syllabus ». On se demande bien comment un cardinal de la Sainte Eglise peut dire que le Concile de Vatican II est un anti-Syllabus, un acte très officiel du Pape Pie dans l'encyclique *Quanta Cura*. C'est inimaginable. J'ai dit un jour au cardinal Ratzinger : « Eminence, il faut que nous choissions : ou bien la liberté religieuse telle qu'elle est dans, le bien le Syllabus de Pie Ils sont contradictoires et il faut choisir. » Alors il m'a dit : « Mais Monseigneur nous ne sommes plus au temps du Syllabus. – Ah ! Ai-je dit, alors la vérité change avec le temps. Alors ce que vous me dites aujourd'hui, demain ce ne sera plus vrai. Il n'y a plus moyen de s'entendre, on est dans une évolution continue. Il devient impossible de parler ». Ils ont cela dans l'esprit. Il m'a répété : « Il n'y a plus qu'une Eglise, c'est l'Eglise de Vatican II. Vatican II représente la Tradition ». Malheureusement, l'Eglise de Vatican II s'oppose à la Tradition. Ce n'est pas la même chose » (Fideliter n° hors série – 29-30 juin, p. 15).

Monseigneur Lefebvre :

« Certainement la question de la liturgie et des sacrements est très importante, mais ce n'est pas la plus importante. La plus importante c'est celle de la foi. Pour nous elle est résolue. Nous avons la foi de toujours, celle du concile de Trente, du catéchisme de saint Pie X, de tous les conciles et de tous les papes d'avant Vatican II. Pendant des années ils se sont efforcés à Rome de montrer que tout ce qui était dans le Concile était parfaitement conforme à la Tradition. A présent ils se découvrent. Le cardinal Ratzinger ne s'était jamais prononcé avec autant de clarté. Il n'y a pas de Tradition. Il n'y a plus de dépôt à transmettre. La tradition dans l'Eglise, c'est ce que dit le Pape aujourd'hui. Vous devez vous soumettre à ce que le Pape et les évêques disent aujourd'hui. Pour eux voilà la tradition, la fameuse tradition vivante, seul motif de notre condamnation. Ils ne cherchent plus maintenant à prouver que ce qu'ils disent est conforme à ce qu'a écrit Pie IX, à ce qu'a promulgué le concile de Trente. Non tout cela est fini, c'est dépassé, comme dit le cardinal Ratzinger. C'est clair et ils auraient pu le dire plus tôt. Ce n'était pas la peine de nous faire parler, de discuter. C'est maintenant la tyrannie de l'autorité, parce-qu'il n'y a plus de règle. On ne peut plus se référer au passé. Dans un sens les choses deviennent aujourd'hui plus claires. Elles nous donnent toujours davantage raison. Nous avons affaire à des gens qui ont une autre philosophie que la nôtre, une autre manière de voir, qui sont influencés par les philosophes modernes et subjectivistes. Pour eux il n'y a pas de vérité fixe, il n'y a pas de dogme. Tout est en évolution. C'est là une conception tout à fait maçonnique. C'est vraiment la destruction de la foi. Heureusement, nous, nous continuons de nous appuyer sur la Tradition (Fideliter, n°79, p. 9).

Monseigneur Lefebvre :

« Le Pape veut faire l'unité en dehors de la foi. C'est une communion. Une communion à qui ? A quoi ? En quoi ? Ce n'est plus une unité. Celle-ci ne peut se faire que dans l'unité de la foi. C'est ce que l'Eglise a toujours enseigné. C'est pourquoi il y avait les missionnaires, pour convertir à la foi catholique. Maintenant il ne faut plus convertir. L'Eglise n'est plus une société hiérarchique, c'est une communion. Tout est faussé. C'est la destruction de la notion de l'Eglise, du catholicisme. C'est très grave et cela explique que nombreux soient les catholiques qui abandonnent la foi » (Fideliter, n°79, p. 8).

Le vrai combat est doctrinal.

Dans toutes les révolutions, après la « fureur » et la « terreur » il y a un temps de rééquilibrage dans la nouvelle situation, une période d'institutionnalisation. D'autre part il est prévisible que, si retour il y aura, il soit graduel. Nous savons donc à l'avance qu'il y aura des phases plus confuses : à côté d'un mieux dans la pratique et peut-être dans les intentions, d'un peu plus d'ordre (tout cela par rapport au pire), il y aura nécessairement une aggravation par rapport à la clarté des choses, l'erreur sera plus trompeuse, et séductrice, moins évidente et plus subtile, bref, beaucoup plus dangereuse... capable de tromper même les élus. L'erreur est plus équivoque et dangereuse lorsqu'elle rassemble d'avantage à la vérité, comme par exemple la fausse monnaie.

Nous savons donc à l'avance que notre combat et notre position seront de moins en moins compris, plus difficiles à expliquer, à justifier et à maintenir. Les choses vont nécessairement évoluer comme cela : il faut donc une réponse appropriée de notre part, pour ainsi dire, inversement proportionnelle à la confusion.

Les trois raisons citées ci-dessus montrent que nous sommes dans cette phase d'une fausse restauration, d'un faux retour. L'attitude du Pape et de la Curie romaine – beaucoup plus confuse, contradictoire et séductrice – n'a que l'apparence de Tradition.

Il faut bien distinguer les bons aspects du pontificat actuel -accidentels ou ponctuels- de l'enseignement et de la direction doctrinale.

Or, notre combat est doctrinal. C'est sur le terrain doctrinal que se joue la victoire ou la défaite de la foi et par là de tous les biens de l'Eglise.

Cardinal Pie :

« Ne dirait-on pas que certains hommes ne veulent un peu d'ordre dans les faits que pour faire revivre impunément le désordre dans les esprits, et qu'ils ne demandent au ciel quelque sécurité matérielle que pour avoir le droit de reprendre, sans trop de danger, le vieux tissu de leurs mensonges un instant interrompu par la peur ? Insensés, de n'avoir pas encore compris que c'est, en définitive, sur le terrain de la doctrine que se gagnent ou se perdent les batailles qui décident de l'avenir ! Non, toute une portion de la société ne saurait garder plus longtemps cette attitude dans laquelle nous sommes encore condamnés à la peindre : la plume en main pour enseigner toujours les mêmes principes, l'arme au bras pour en exterminer les conséquences ; descendant volontiers le soir dans la rue pour fusiller les actes provoqués par les doctrines et par les exemples du matin. Contradiction toujours renaissante, et que ne cessera qu'autant que les hommes qui ont quelque autorité et quelque ascendant sur leurs semblables, embrasseront sincèrement la vérité et la pratique chrétiennes » (Œuvres, t. II, pp. 170-171).

« Fideliter : **Le Cardinal Oddi** a récemment déclaré : « je suis persuadé que la rupture ne durera pas longtemps et que Mgr Lefebvre regagnera assez tôt l'Eglise de Rome. » De même prête-t-on au Pape et au cardinal Ratzinger le sentiment que Lefebvre » n'est pas terminée. Dans votre dernière lettre au Saint Père vous déclariez attendre des temps plus propices au retour de Rome à la Tradition. Que pensez-vous d'une éventuelle reprise des conversations avec Rome ?

Monseigneur Lefebvre :

Nous n'avons pas la même façon de concevoir la réconciliation. Le cardinal Ratzinger la voit dans le sens de nous réduire, de nous ramener à Vatican II. Nous, nous la voyons comme un retour de Rome à la Tradition. On ne s'entend pas. C'est un dialogue de sourds. je ne peux pas beaucoup parler d'avenir, Car le mien est derrière moi. Mais si je vis encore un peu et en supposant que d'ici à un certain temps Rome fasse un appel, qu'on veuille nous revoir, reprendre langue, à ce moment-là c'est moi qui poserais les conditions. je n'accepterai plus d'être dans la situation où nous nous sommes trouvés lors des colloques. C'est fini.

Je poserais la question au plan doctrinal : « Est-ce que vous êtes d'accord avec les grandes encycliques de tous les papes qui vous ont précédés. Est-ce que vous êtes d'accord avec *Quanta Cura* de Pie IX, *Immortale Dei*, *Libertas* de Léon XIII, *Pascendi* de Pie X, *Quas*

Primas de Pie XI, Humani generis de Pie XII ? Est-ce que vous êtes en pleine communion avec ces papes et avec leurs affirmations ? Est-ce que vous acceptez encore le serment antimoder-niste ? Est-ce que vous êtes pour le règne social de Notre Seigneur Jésus-Christ ?

Si vous n'acceptez pas la doctrine de vos prédécesseurs, il est inutile de parler. Tant que vous n'aurez pas accepté de réformer le Concile en considérant la doctrine de ces papes qui vous ont précédés, il n'y a pas de dialogue possible. C'est inutile. Les positions seraient ainsi plus claires.

Ce n'est pas une petite chose qui nous oppose. Il ne pas qu'on nous dise : vous pouvez dire la messe ancienne, mais il faut accepter cela. Non, ce n'est pas que cela. Non, ce n'est cela qui nous oppose, c'est la doctrine. C'est clair » (Fideliter, n° 66, pp. 12-14).

Entrer dans la contradiction – IV. Aller dans le sens d'un accord pratique serait renier notre parole et nos engagements devant nos prêtres, nos fidèles, Rome et devant tout le monde.

Cela aurait des conséquences négatives énormes *ad intra* et *ad extra*.

Il n'y a aucun changement au point de vue doctrinal de la part de Rome qui justifierait le nôtre. Bien au contraire, les discussions ont démontré qu'ils n'acceptent en rien nos critiques.

Il serait absurde de notre part d'aller dans le sens d'un accord pratique après le résultat et les constatations des discussions, Ou alors il faudrait penser que Mgr Riffan et l'abbé Aulagnier avaient raison.

Une telle démarche manifesterait une grave faiblesse diplomatique, de la part de la Fraternité, et à vrai dire, plus que diplomatique. Il serait de cohérence, de droiture et de fermeté, qui auraient comme effets la perte de crédibilité et de l'autorité morale dont nous jouissons.

Implosion de la Fraternité – V. Le simple fait de s'engager dans cette voie engendrera chez nous le doute, des disputes, méfiances, partis, et surtout la division.

Beaucoup de supérieurs et de prêtres auront un problème de conscience légitime et s'y opposeront. L'autorité et le principe même de l'autorité seront remis en question, minés.

Nous ne pouvons pas aller à la remorque dans nos contacts avec Rome, nous devons garder les commandes, marquer les temps et les conditions. Il nous faut donc une ligne définie à l'avance, claire et ferme, indépendante des sollicitations et des éventuelles manœuvres romaines.

En conséquence, ce n'est pas le moment de changer la décision du Chapitre de 2006 (**pas d'accord pratique sans solution de la question doctrinale**) et il n'est pas correct ni prudent de se lancer à préparer les esprits dans le sens contraire, avant qu'il n'y ait chez nous la conviction, le consensus et la décision de changer. Le contraire ne fait que provoquer la division et, par réaction, une gué-guerre, l'anarchie.

Mise en garde autorisée – VI. L'avertissement du

R. P. Ferrer, secrétaire du Card. Cañizares :

« **Ne faites pas d'accord avec Rome, elle ne pourra pas tenir ce qu'elle vous promettra** ». Nous avons reçu d'autres avertissements similaires à Rome.

Garder la ligne

Alors que faire ? Quoi répondre ?

Ce que nous avons de mieux à faire c'est de garder la ligne qui a assuré la cohésion et la survie de la Fraternité et qui a donné beaucoup de fruits vis-à-vis de Rome, pour l'Eglise. Ils hésitent, ils commencent à céder, leur édifice s'écroule, ils ne peuvent pas se passer de nous... Restons fermes dans notre politique et attendons qu'il y ait des conditions clairement sûres et garanties. Comme le signalait Mgr. Lefebvre après les sacres, il faudra attendre, malheureusement, que la situation s'aggrave chez eux... jusqu'à ce qu'ils soient prêts à lâcher Vatican II.

Nous pourrions répondre que, vues les conclusions des discussions, par fidélité et loyauté envers Dieu, envers notre conscience, envers l'Eglise et même envers le Saint Siège, nous ne pouvons pas nous engager dans une voie premièrement pratique, mais comme nous l'avions déjà dit, que nous restons ouverts à collaborer ou participer dans une étude et critique doctrinale du Concile.

Suivre la Providence

S'ils coupent alors avec nous, une pause dans la tension constante que signifient les contacts pour la Fraternité, serait bienvenue et, à mes yeux, providentielle. De toutes façons, les connaissant, ils ne tarderaient pas longtemps à reparler avec nous.

En conclusion, nous ne devons pas devancer la Providence, c'est Elle qui résoudra la crise. Nous devons faire très attention à la tentation sub specie boni, éviter l'empressement, patienter, et seulement nous engager dans cette voie lorsqu'il n'y aura pas un seul doute que Rome (le Pape) veut la Tradition, qu'ils ont une idée juste de celle-ci, que c'est prudent et que c'est la volonté de Dieu. Il nous faut plus de raisons pour changer que pour rester dans la ligne sûre et éprouvée que nous avons. Or, c'est le contraire qui arrive.

Monseigneur Lefebvre :

« Sans s'attarder sur le fait que beaucoup de choses n'allaient pas, l'accent a été mis sur les grands espoirs que font naître le charismatique et le pentecôtisme. A Rome, ils veulent se convaincre de cela. Ils ferment obstinément les yeux sur les catastrophes engendrées par le Concile et qu'ils sont en train d'accomplir, sur la ruine à laquelle ils sont en train de conduire l'Eglise. Et ils veulent que nous entrions dans ce courant. Si nous faisons un pas dans cette voie, si nous nous soumettons à l'autorité sans garantie, à plus ou moins 'longue échéance, dans deux, trois ou cinq ans, nous perdrons la Tradition. Or nous ne voulons pas la perdre. Nous ne pouvons donc pas nous soumettre aux autorités qui veulent nous faire perdre la Tradition.

Ainsi que je l'ai déjà exposé, si je suis allé discuter à Rome, c'est parce que je voulais essayer de voir si nous pourrions réaliser un accord avec les autorités ecclésiastiques, tout en nous mettant à l'abri de leur libéralisme et en sauvegardant la Tradition. Force m'a bien été de constater qu'aucun accord ne pouvait être réalisé qui nous donne à la fois toute garantie et la conviction que Rome voulait sincèrement concourir à la préservation de la Tradition.

J'ai attendu jusqu'au 5 juin pour écrire au Pape : « je regrette, mais nous ne pouvons pas nous entendre. Vous n'avez pas le même but nous. En faisant cet accord votre but est de nous ramener au Concile. Le mien est au contraire de pouvoir nous maintenir en dehors du Concile et de -ses influences » (Fideliter, n°68, p. 15).

Gare au danger

Pour le bien de la Fraternité et de la Tradition, il faut refermer au plus vite la « boîte de Pandore », afin d'éviter le discrédit et la démolition de l'autorité, des contestations, des discordes et des divisions, peut-être sans retour.

Dans ce sens, la vraie question à laquelle il faut répondre est la suivante : quelles sont les autres conditions requises, *ad intra et ad extra*, dans le cas hypothétique d'une proposition « bonne », totalement acceptable en elle-même, pour tenter de faire un accord ?

Les textes cités de Monseigneur Lefebvre nous permettent d'y répondre avec clarté et fermeté.

+ Mgr Alfonso de Galarreta